

La marche du monde

Jean-Claude Ravet

Numéro 765, juin 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69294ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ravet, J.-C. (2013). La marche du monde. *Relations*, (765), 3–3.

La marche du monde

On entend souvent dire dans les médias que le but des terroristes, c'est de semer la terreur parmi la population. Il ne faut surtout pas, nous avertit-on, tomber dans leur piège: cela saperait les fondements démocratiques de la société. Cependant, plus rarement entend-on dire que le terrorisme est instrumentalisé par l'État contre la démocratie. On le devrait.

À la suite de l'attentat du marathon de Boston, il s'est passé un événement sans précédent aux États-Unis: le gouvernement américain a décrété l'état de siège dans la région. Le plus pacifiquement du monde, avec la plus grande collaboration de la population, celle-ci a été confinée chez elle. Des milliers de policiers et de militaires, tanks et tutti quanti à l'appui, ont ainsi occupé les rues désertées de villes comptabilisant plus d'un million d'habitants à la recherche d'un terroriste. Une pre-

mière aux États-Unis. Le plus ironique dans cette histoire, c'est que le jeune fuyard a finalement été localisé par... un civil qui était sorti de chez lui.

Ce déploiement inimaginable ne pouvait être une improvisation, il répondait à un plan tracé d'avance, n'attendant qu'un événement « providentiel » comme déclencheur. Mais, au-delà de son utilité pratique contestable, sa finalité pourrait bien être d'un autre ordre: ébrécher les fondements démocratiques, entamer une étape décisive dans le contrôle policier de la population. Un pas inquiétant vers une « démocratie » surveillée où l'état d'exception deviendrait la norme et la liberté non plus un droit fondamental, mais un privilège, voire un luxe.

La réponse consentante des habitants de la région de Boston ne peut que réjouir ceux qui profitent de la marche autoritaire du monde. Elle montre que l'état d'assujettissement est tel que l'arsenal répressif peut être déployé sans complexe, au nom de la démocratie et de la menace terroriste. Qu'espérer de mieux pour renforcer l'ordre établi? Stephen Harper en prend acte en fustigeant, comme s'ils faisaient le jeu des terroristes, ceux qui posent encore l'exigence de « comprendre » les actes terroristes – c'est-à-dire de les penser et non de les soutenir. Le personnage de la Peste dans *L'état de siège* de Camus disait: « L'essentiel n'est pas qu'ils comprennent, mais qu'ils s'exécutent. »

Mais cette mise au pas de la population n'est pas que de l'ordre d'une volonté politique ou d'un stratagème. Elle relève d'une dynamique interne du système économique et social dominant qui dicte, en quelque sorte, l'espace du possible, la manière correcte de penser et de se comporter. Comme le notait déjà George Orwell,

à la fin des années 1930, à propos du capitalisme: « Le progrès est dirigé vers une efficacité toujours plus grande, c'est-à-dire en fin de compte vers un monde où rien ne saurait aller de travers » (*Le quai de Wigan*). Si elle est laissée à elle-même, la logique de contrôle, de rentabilité, d'efficacité absolus, qui meut le progrès technique et financier, n'aura de cesse de s'étendre à tous les champs de l'existence et de marginaliser l'humain, jusqu'à mettre la liberté sous stricte surveillance.

Aussi ne devrions-nous pas être trop insouciant à l'égard de la liberté, comme si elle nous était une fois pour toutes acquise. Car elle est peu à peu rognée. Nous le voyons à Montréal avec le règlement municipal P-6 qui cherche à empêcher et à criminaliser un grand nombre de manifestations non encadrées. La dépolitisation de la société ne peut plus durer. Elle huile trop les rouages des pouvoirs financiers, technocratiques et militaires, et génère une servitude volontaire d'une ampleur insoupçonnée. Plus que jamais, l'heure est à la résistance, à la pensée critique, à l'agir collectif qui institue la liberté dans l'espace public, à une nouvelle socialité fondée sur la solidarité. Il nous incombe de préserver le monde de la déchéance programmée, et de faire mentir les propos du milliardaire Warren Buffet: « Il existe bel et bien une lutte des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la fait et c'est nous qui gagnons. » Il en va de la suite du monde.

JEAN-CLAUDE RAVET



Raphaële de Groot, Collections
(fragment *Intérieur abandonné Power Co.*), 2012